

BELGISCHE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

49e ZITTINGSPERIODE

GEWONE ZITTING 1998-1999

HANDELINGEN VAN DE OPENBARE COMMISSIEVERGADERINGEN

21/04/1999

C 794 Bedrijfsleven, Wetenschapsbeleid,
Onderwijs,
Nationale wetenschappelijke
en culturele instellingen.
Middenstand en Landbouw

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE BELGIQUE

49e LÉGISLATURE

SESSION ORDINAIRE 1998-1999

ANNALES DES RÉUNIONS PUBLIQUES DE COMMISSION

21/04/1999

C 794 Economie. Politique scientifique.
Education,
Institutions scientifiques et culturelles.
Classes moyennes et Agriculture

Sommaire

Mercredi 21 avril 1999

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE - C 794

Question orale de M. Joseph Arens au ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sur "l'Agenda 2000 et la réforme de la PAC" (n° 2098)

orateurs : MM. **Arens, Pinxten**, ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises

Question orale de M. Lode Vanoost au ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sur "les mesures de sécurité envisagées dans le jardin botanique de Meise" (n° 2114)

orateurs : MM. **Vanoost, Pinxten**, ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises

Question orale de M. Marc van den Abeelen au ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sur "la perte d'emplois suite à la loi sur les heures de fermeture des magasins de nuit et des stations-service" (n° 1943)

orateurs : MM. **van den Abeelen, Pinxten**, ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises

Questions orales jointes de :

- M. Bart Laeremans au ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sur "les infractions aux lois linguistiques commis s par différents organismes agricoles chargés d'une mission officielle" (n° 2192)

- M. Bart Laeremans au ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sur "les infractions aux lois linguistiques commises par le service externe de l'Administration de la gestion de la production agricole à Malmédy" (n° 2193)

orateurs : MM. **Laeremans, Pinxten**, ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises

Inhoud

Woensdag 21 april 1999

COMMISSIE VOOR HET BEDRIJFSLEVEN, HET WETENSCHAPSBELEID, HET ONDERWIJS, DE NATIONALE WETENSCHAPPELIJKE EN CULTURELE INSTELLINGEN, DE MIDDENSTAND EN DE LANDBOUW - C 794

Mondelinge vraag van de heer Joseph Arens aan de minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen over "Agenda 2000 en de hervorming van het GLB" (nr. 2098)

sprekers : de heren **Arens, Pinxten**, minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen

Mondelinge vraag van de heer Lode Vanoost aan de minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen over "de geplande veiligheidsmaatregelen in de plantentuin van Meise" (nr. 2114)

sprekers : de heren **Vanoost, Pinxten**, minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen

Mondelinge vraag van de heer Marc van den Abeelen aan de minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen over "het verlies aan jobs tengevolge van de wet op de sluitingsuren van nachtwinkels en benzinestations" (nr. 1943)

sprekers : de heren **van den Abeelen, Pinxten**, minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen

Samengevoegde mondelinge vragen van :

- de heer Bart Laeremans aan de minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen over "de overtreding van de taalwetgeving door verscheidene met een openbare functie belaste landbouworganismen" (nr. 2192)

- de heer Bart Laeremans aan de minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen over "de overtreding van de taalwetgeving door de buitendienst van het Bestuur voor het Landbouwproductiebeheer in Malmédy" (nr. 2193)

sprekers : de heren **Laeremans, Pinxten**, minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS
SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES
NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES
ET DE L'AGRICULTURE
RÉUNION PUBLIQUE DU
MERCREDI 21 AVRIL 1999

PRÉSIDENCE de
M. Ansoms

La séance est ouverte à 10.35 heures.

COMMISSIE VOOR HET BEDRIJFSLEVEN,
HET WETENSCHAPSBELEID, HET ONDERWIJS,
DE NATIONALE WETENSCHAPPELIJKE
EN CULTURELE INSTELLINGEN,
DE MIDDENSTAND
EN DE LANDBOUW
OPENBARE VERGADERING VAN
WOENSDAG 21 APRIL 1999

VOORZITTER :
De heer Ansoms

De vergadering wordt geopend om 10.35 uur.

Question orale de M. Joseph Arens au ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sur "l'Agenda 2000 et la réforme de la PAC" (n° 2098)

Mondelinge vraag van de heer Joseph Arens aan de minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen over "Agenda 2000 en de hervorming van het GLB" (nr. 2098)

Le président : La parole est à M. Joseph Arens.

M. Joseph Arens (PSC) : Monsieur le président, étant donné que ma question a été déposée le 10 mars dernier, elle n'est plus vraiment d'actualité.

Dès lors, je me limiterai à poser deux questions concernant l'Agenda 2000.

1. Pour quelles raisons la Belgique est-elle satisfaite de cette réforme ?

2. Vous aviez insisté, monsieur le ministre, tout comme le parlement, sur un plafonnement des aides. Or, ce plafonnement n'a pas été retenu. Pour quelles raisons ? Étant donné que ces aides proviennent des pouvoirs publics et que la politique agricole coûte cher aux contribuables, j'estime en effet qu'il est anormal de ne pas instaurer un système de plafonnement de ces aides.

Le président : La parole est au ministre.

M. Pinxten, ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises : Monsieur le président, comme l'ont reconnu les organisations professionnelles, la négociation a été bien menée puisque des corrections substantielles ont pu être apportées au texte initial.

En ce qui concerne le secteur bovin, par exemple, des avancées intéressantes ont été obtenues par la Belgique, notamment une limitation à 20% de la réduction des prix.

En outre, certaines modalités de compensation ont été prévues :

- un meilleur équilibre entre la prime de base aux bovins mâles et celle aux vaches allaitantes;

- la reconnaissance du caractère spécifique du cheptel bovin viandeux belge par l'octroi d'une enveloppe spéciale de plus de 1,5 milliard de francs et par la prise en charge totale par l'Union européenne du complément national à la prime aux vaches allaitantes. Ce complément a été porté à 50 euros;

- l'abolition du plafond du quota laitier, qui était fixé à 120 000 kilos. Cette mesure permettra l'accès des petits producteurs de lait au régime des primes aux vaches allaitantes.

En ce qui concerne le secteur des cultures arables, on notera surtout le maintien du régime actuel de gestion des surfaces de maïs et le report d'un mois, au lieu de trois mois proposés, du délai de paiement des aides directes.

Quant au secteur du lait, compte tenu des profondes divisions entre les positions en présence et du caractère très politique de ces positions, les points suivants doivent être considérés comme très positifs :

- la prolongation des quotas jusqu'en 2006;

- le report à 2005 de l'entrée en vigueur de la réforme.

L'abandon du caractère dégressif des aides dans le temps me semble également être un élément positif.

Si l'on examine les décisions qui ont été prises à propos du règlement horizontal, je regrette effectivement la suppression du plafonnement des aides par exploitation.

Selon la présidence allemande, qui était opposée à ce système, tout comme les Britanniques et même les Français,

Pinxten

cette suppression s'explique par l'impossibilité de dégager une majorité sur la question du caractère dégressif des aides dans le temps. En effet, plusieurs pays dont la Belgique avaient établi un lien entre, d'une part, le plafonnement des aides par exploitation et, d'autre part, le caractère dégressif de ces aides.

Cette attitude a permis aux négociateurs belges d'écarter le problème du caractère dégressif des aides, qui était resté sur la table jusqu'à la dernière minute.

A mon avis, ce caractère dégressif aurait fortement pénalisé le revenu agricole.

Tel est, monsieur le président, le résumé des résultats obtenus par la Belgique lors des négociations.

Le président : La parole est à M. Joseph Arens.

M. Joseph Arens (PSC) : Monsieur le président, je remercie le ministre de sa réponse.

On peut regretter que le système de plafonnement des aides par exploitation n'ait pas été pris en considération. Par contre, il faut se réjouir du fait que les aides ne soient pas dégressives au fil du temps car cela aurait créé une situation difficile dans nos campagnes.

Je vous remercie donc, monsieur le ministre, pour les résultats obtenus lors de ces négociations.

Le président : L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Mondelinge vraag van de heer Lode Vanoost aan de minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen over "de geplande veiligheidsmaatregelen in de plantentuin van Meise" (nr. 2114)

Question orale de M. Lode Vanoost au ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sur "les mesures de sécurité envisagées dans le jardin botanique de Meise" (n° 2114)

De voorzitter : De heer Lode Vanoost heeft het woord.

De heer **Lode Vanoost** (ECOLO-AGALEV) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, de directie van de nationale plantentuin in Meise plant maatregelen om de toegangsmogelijkheden tot de tuin te beperken. Dat zou

het gevolg zijn van ongewenste individuen en groepen op het domein. Ik wil de veiligheidsproblemen in onze samenleving niet ontkennen, maar dat ook het domein in Meise daaronder zou lijden, verbaasde me toch.

Eerst en vooral zou ik graag weten of het de bedoeling is dat enkel de hoofdingang langs de Nieuwelaan blijft bestaan. Heeft men inderdaad plannen om toegangsgeld te vragen ? Als dat klopt, welke tarieven wil men dan hanteren ? Zou die inkom ook gelden voor de inwoners van Meise en Wemmel ? Twee andere vragen hebben te maken met het principe van een toegangsprijs. De plantentuin is eigendom van de overheid en wordt onderhouden met belastinggeld. Is een toegangsprijs dan wel aanvaardbaar ? Kan men niet beter entreegeld vragen voor een bezoek aan de gebouwen en serres ? In hoeverre is er echt sprake van veiligheidsproblemen in het park ? In hoeverre zou een beperking van de toegang dat probleem dan oplossen ? Kan men bijvoorbeeld niet meer parkwachters in dienst nemen in de plaats van te investeren in dure infrastructuur ?

De voorzitter : De minister heeft het woord.

De heer **Pinxten**, minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen : Ik heb vorig jaar mijn akkoord gegeven om vanaf het jaar 2000 entreegeld in te voeren voor het volledige park. Het spreekt vanzelf dat men de toegangswegen daartoe dan moet inrichten. De hoofdingang langs de Nieuwelaan zal behouden blijven en worden aangepast aan de nieuwe opdracht. De ingang in Meise dorp kan bij grote toeloop ook worden bemand en eventueel kan deze toegang voor houders van een abonnement het hele jaar toegankelijk blijven via een magnetische kaart. Dat kan worden besproken met het gemeentebestuur van Meise. Dan is er nog de ingang aan de Van Doorslaerlaan, die voor bezoekers zou worden gesloten.

Bezoekers zullen een algemeen toegangsticket kunnen kopen of een individueel of familiaal abonnement. Men zou dan een groter deel van het domein kunnen bezoeken dan tot nu toe : 84 hectare in de plaats van 40 hectare. Daar is ook het plantenpaleis inbegrepen, evenals de collecties fruitbomen, kruiden, medicinale planten, heideplanten, eiken, enzovoort. Voor de tarieven bestaat momenteel enkel nog maar een voorstel. Dat houdt een reductie in van de bestaande

tarieven voor de betalende gedeelten van de plantentuin. Men zou ook een reductie van de abonnementstarieven voor de omwonenden kunnen overwegen.

Zoals u weet, is de nationale plantentuin een wetenschappelijke inrichting. Als dusdanig valt hij onder het Bestuur voor Onderzoek en Ontwikkeling van het departement Landbouw en Middenstand. De tuin herbergt een aantal wetenschappelijke collecties, die de opdrachten, vastgelegd in het koninklijk besluit van 20 juni 1977, moeten helpen vervullen. De omwonenden beschouwen de plantentuin natuurlijk als een soort park. Dat is niet de eerste opdracht. Het onderhoud en de uitbouw van het domein is tot op vandaag voornamelijk gebeurd ten laste van de begroting voor wetenschappelijk onderzoek. Geen enkele andere overheid heeft ooit bijgedragen om het park te onderhouden als groen- of recreatiedomein. De infrastructuur en de collecties worden aangelegd op basis van het genoemde koninklijk besluit.

Het veiligheidsprobleem kan niet ernstig worden genoemd. Men noteert wel een stijging van overtredingen op het parkreglement. In grote buitenlandse steden zoals Frankfurt, Berlijn en Londen heeft men de grootstedelijke veiligheidsproblemen buiten de botanische tuinen kunnen houden door de invoering van een toegangsprijs. Het parkwachtersbestand uitbreiden om een domein van 92 hectare met 50 geregistreerde bouwwerken 7 dagen op 7 te bemannen, is eenvoudigweg niet haalbaar met het huidige budget. Het zogenaamde veiligheidsprobleem als reden voor de invoering van een inkom is veel eerder een marginale reden ten opzichte van de andere : het imago, de opdracht, de verruiming van het aanbod en de efficiëntie van de organisatie.

De voorzitter : De heer Lode Vanoost heeft het woord.

De heer **Lode Vanoost** (ECOLO-AGALEV) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, één vraag blijft open : u hebt geen bedragen genoemd. Dat zou nochtans uiterst interessant zijn voor de omwonenden die tot nu toe zowat elke dag in het park gaan wandelen. Zij zullen vanaf volgend jaar moeten betalen, zij willen zo snel mogelijk een idee van de orde van grootte van de prijzen.

De voorzitter : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Mondelinge vraag van de heer Marc van den Abeelen aan de minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen over "het verlies aan jobs tengevolge van de wet op de sluitingsuren van nachtwinkels en benzinestations" (nr. 1943)

Question orale de M. Marc van den Abeelen au ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sur "la perte d'emplois suite à la loi sur les heures de fermeture des magasins de nuit et des stations-service" (n° 1943)

De voorzitter : De heer Marc van den Abeelen heeft het woord.

De heer Marc van den Abeelen (VLD) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, excuseer voor mijn laattijdige aanwezigheid maar ik moest nog in een andere commissie een vraag stellen.

Mijnheer de minister, ik heb u over dit onderwerp al verscheidene keren geïnterpelleerd en met u van gedachten gewisseld. Tot mijn spijt moet ik vaststellen dat wat ik toen had voorspeld, en wat u toen hebt weggewuifd, bewaarheid is geworden - tenminste, als ik goed ben geïnformeerd.

U bent zeker een groot verdediger van de ondernemingen. U moedigt de ondernemers ook aan. Dat 's immers uw taak. De wet op de sluitingsuren van de nachtwinkels en de benzinestations was een van uw belangrijke wetgevende initiatieven, weliswaar ingegeven door het NCMV. Toch betekent die wet een aanslag op de zelfstandige ondernemers.

Enerzijds zijn de nachtwinkels een vorm van integratie voor minderheden in het land. We hebben de mond vol over integratie en u hebt die integratie gedeeltelijk gefnuikt. Anderzijds worden de exploitanten van benzinestations die niet langs snelwegen liggen en die aan die strikte uurregeling zijn gebonden, enorm gediscrimineerd, ten voordele van de benzinestations gelegen langs snelwegen en die meestal niet toebehoren aan kleine zelfstandigen maar aan grote petroleumconcerns. De pachten zouden trouwens veel te hoog liggen voor een gewone zelfstandige.

Het Volk en een aantal andere kranten hadden het - vóór de paasvakantie, toen mijn vraag eigenlijk had moeten worden gesteld - over een concreet verlies aan arbeidsplaatsen van 500 tot 2 000. Ik geef eerlijk toe dat het getal 2 000 me een beetje overdreven lijkt. Die 500 lijken me anderzijds wel realistisch. Er is in mijn buurt namelijk

een benzinestation waar inderdaad twee mensen - deeltijds laaggeschoolden - werden afgedankt omdat er een andere uurregeling was opgelegd.

Ik heb al eerder gezegd dat de wet op de sluitingsuren zeker geen versoepeling inhoudt en dus niet voordelig is voor de zelfstandigen. Veeleer volgt het de mentaliteit van het NCMV om voortdurend regels op te leggen, om aan "regulitis" te doen. Ik vind dat een nogal schrijnende vorm van corporatisme. Zo geef je geen zuurstof aan mensen die initiatieven willen nemen. Het is behouden wat men heeft. Men had veel beter aan de zelfstandigen de kans gegeven om zelf hun uren te bepalen, binnen een week gespreid, met een maximum van 12 of 15 uur per dag. Ik vind ook dat men op zondag zijn zaak open moet kunnen houden als men dat wil, zeker in een moderne maatschappij. Het corporatisme waarbij de zondag een verplichte rustdag is, is niet houdbaar, zolang men maar het totale aantal uren niet overschrijdt.

Ik heb daarover drie korte vragen. De cijfers die over die materie in de pers zijn verschenen, kloppen die of niet? Ik zou het schrijnend vinden als dat hoge cijfer zou blijken overeen te stemmen met de werkelijkheid. Dat is dan toch een van topprioriteiten van de regering die niet wordt ingevuld.

U hebt naar verluidt ook beloofd dat u een enquête zou houden onder de exploitanten over de gevolgen van die wetgeving. Als u dat hebt gedaan, wat zijn daarvan de resultaten? Komen die dan in de buurt van de alarmerende cijfers die in de pers zijn verschenen? Gelden voorts de cijfers van de benzinestations ook voor de nachtwinkels? Ikzelf heb daar geen zicht op maar u als minister misschien wel. Zijn er ook bij de nachtwinkels sluitingen of afdankingen gebeurd? Hoe kan u zoiets dan rijmen met de Smet-banen van uw collega. Zij doet immers enorme inspanningen voor de laaggeschoolden via PWA-ambtenaren, terwijl u zomaar tussen 500 en 2 000 banen over de balk gooit.

De voorzitter : De minister heeft het woord.

De heer Pinxten, minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen : Mijnheer de voorzitter, het geachte lid verwijst naar de wet van 24 juli 1973 op de verplichte avondsluiting. De rode draad doorheen het hele debat over de aanpassing van die wet, was een doorgedreven liberalisering. Ik wil toch uw aandacht vestigen op het feit dat de wet van 1973 van de hand is van een liberale minister.

De heer Marc van den Abeelen (VLD) : U weet toch, mijnheer de minister, dat we nu van plan zijn onze eigen reglementen een beetje in te dijken. We komen tot bezinning.

Minister Pinxten : Niet alleen in andere partijen maar ook in uw partij komt het verstand blijkbaar met de jaren.

Ik zal trachten een volledig antwoord te geven. Ik ga ook in op de resultaten van de enquête. Ten eerste, de goedgekeurde wetswijziging tracht een wettelijk kader te scheppen voor eigenlijke nachtwinkels, die al bestonden, en ook voor de benzinestations met shops langs de autosnelweg. Ten tweede heb ik altijd gezegd dat het belang van het ontwerp erin bestond een evenwichtig compromis te vinden tussen een nieuw maatschappelijk fenomeen - buitenshuis werken en zich 's avonds ook kunnen bevoorraden - en het recht van de zelfstandige ondernemers op een sociaal leven, op een familiaal leven, op nachtrust, op eerlijke concurrentie enzovoort. Met het ontwerp is dus een duidelijke scheidingslijn getrokken tussen de nachtwinkels enerzijds en de dagwinkels anderzijds. Dat klopt. Daarin is duidelijkheid geschapen.

Wat de resultaten van de studie betreft, kan ik u het volgende meedelen. Ik bezorg u straks de tekst van mijn antwoord. De studie werd uitgevoerd bij in totaal 4 698 benzinestations. Dat is ongeveer 94% van het geheel. In totaal zijn er 5 089. Dit is dus veel meer dan een gewone steekproef. Het is een praktisch exhaustieve analyse. Van die 4 698 zijn er 2 221 of 47,3% die ook een bijbehorende shop hebben. Die cijfers kenden we vroeger niet, maar hebben we ze nu in kaart gebracht.

Welke conclusies kunnen we uit de studie trekken? In de eerste plaats zien we dat de provincie West-Vlaanderen relatief het grootste aantal benzinestations telt - ongeveer 16%. Daartegenover staat dat West-Vlaanderen samen met Oost-Vlaanderen verhoudingsgewijs het kleinste aantal benzinestations met shop telt. Een tweede conclusie houdt in dat de benzinestations vooral periferisch gelegen zijn, dus aan de rand van steden en gemeenten. Ten derde zijn de meeste uitbaters van die benzinestations ofwel zelfstandigen (66%) ofwel geassocieerde zelfstandigen (27%). Samen geeft dat bijna 94%. Wat verstaan we onder de term 'geassocieerde zelfstandigen'? Daarmee bedoelen we degenen die bijvoorbeeld onder "franchising" vallen. Tot zover de omschrijving van de groep.

We hebben dus 2 221 benzinestations met een shop. In die 2 221 benzinestations met shop worden in totaal 1 407 personen tewerkgesteld. Het krantenbericht klopt wat dat betreft duidelijk niet. Die 1 407 personen worden tewerkgesteld door 713 werkgevers. Dat wijst erop dat de sector van de benzinestations een sector is die essentieel behoort tot de wereld van de zelfstandigen en van de echt kleine ondernemingen. Ik moet erbij zeggen dat de meeste van die shops in benzinestations klein tot zeer klein zijn. 43,6% van de shops zijn kleiner dan 20 vierkante meter en 78% van de shops zijn kleiner dan 50 vierkante meter. Dat is dus heel klein. Ik herinner u eraan dat de grens voor nachtwinkels lag op 150 vierkante meter.

Iets meer dan 71% van de uitbaters sluit zijn shop ten laatste om 20.00 uur. De overige 29% houdt zijn winkel open na 20.00 uur. Gedeeltelijk wordt dat toegeschreven aan shops gelegen in toeristische centra, waar dat geen probleem vormt. Die zijn, zoals u weet, niet onderworpen aan de verplichte avondsluiting. Een belangrijk deel van de shops sluit weliswaar na 20.00 uur maar dan wel kort na 20.00 uur, omstreeks kwart over acht. De groep van de shops die niet sluiten om 20.00 uur valt dus uiteen in twee of drie stukken: de toeristische sector, een gedeelte dat omstreeks kwart over acht sluit en de residu-groep waar u op doelt. Die laatste groep is trouwens vrij mondig. Die mondigheid staat echter niet in verhouding tot de beperktheid van de groep.

Ik denk dat de door u geciteerde cijfers daarmee worden gerelativeerd. Die cijfers hebben weliswaar enige spektakelwaarde, wat de verkoop ongetwijfeld ten goede komt, maar ze zijn niettemin niet wetenschappelijk gefundeerd. Er kan dus in de verste verte geen sprake zijn van 2 000 verloren arbeidsplaatsen. Er is nog een element waarmee u rekening moet houden. Wanneer we ook de uitbouw van die shops onbeperkt zouden toelaten - tenzij we echt vertrekken van de hypothese van een enorme vraagstimulus - zou dat qua tewerkstelling ten koste gaan van de jobs in de dagwinkels. Dat zijn dus min of meer communicerende vaten.

Als u die argumenten even beschouwt, kunt u moeilijk volhouden dat er hier een substantieel verlies aan jobs mee gepaard gaat. Er zijn natuurlijk ook specifieke problemen in die sector. U kent er. Ik ken er ook in mijn provincie.

Een opmerkelijke vaststelling, die de onderzoekers uit de verklaringen van de exploitanten noteerden, is de volgende.

Ik heb er al op gealludeerd maar ik kende toen nog niet de precieze omvang ervan. Vele exploitanten werken vandaag al 12 tot 15 uur per dag en staan eigenlijk veel meer onder druk van de petroleumconcerns. Sinds ons eerste debat over dat onderwerp zijn daarover al reacties verschenen van een aantal exploitanten in de media. Zij staan onder druk van de petroleumbedrijven, enerzijds op het vlak van de openingsuren maar vooral op het vlak van de winstmarges. Het gevolg daarvan is dat ze onder meer dan gewone dwang staan om - ten einde rendabel te blijven - hun activiteit gedeeltelijk naar de shop te verschuiven. Dat resulteert natuurlijk in een complete liberalisering van de openingsuren, waardoor de zelfstandige uitbaters onmogelijk nog een sociaal en familiaal leven zouden kunnen ontplooiën. De kern van het probleem ligt bij de prijsvorming, waarbij de petroleummaatschappijen natuurlijk dominant zijn. U weet ook dat er in ons land relatief zeer veel benzinestations zijn, wellicht te veel. Daardoor zitten de exploitanten in een zwakke onderhandelingspositie met de maatschappijen en daar zit voor een groot stuk de kern van het probleem.

In globo is de hele groep vragende partij voor een duidelijke reglementering van de openingsuren. Dat blijkt ook uit de cijfers die ik u gaf. Het is evident dat het debat over de complete liberalisering - het doortrekken van de openingsuren - vooral wordt gevoerd vanuit de petroleummaatschappijen, ook al is dat niet de bedoeling van de pleitbezorgers ervan, waartoe u ook behoort. Ik weet dat dit vanuit ideologisch standpunt ook bepleit wordt door collega's van u. Daarbij worden argumenten gebruikt die de moeite van het bestuderen waard zijn. Daarachter schuilen echter andere argumenten en andere belangen.

Ik hoef niet te zeggen dat, mocht de reglementering er niet zijn gekomen, het zwaard van Damocles permanent zou hangen boven de hoofden van de huidige eigenaars van nachtwinkels. Ik weet niet wat de bedoelingen kunnen zijn van degene die op mijn stoel terecht komt na 13 juni. Het is evident dat, wie dat ook moge zijn, er onzekerheid zou blijven bestaan voor die exploitanten. Het lijkt me dus beter over een reglementering te beschikken, ook al is die vatbaar voor argumentatie, in plaats van niets te hebben.

Men kan dus niet beweren dat de huidige reglementering een verstrenging is. Vroeger was er immers niets. Het is een regeling; het is geen verstrenging. Immers, een verstrenging zou betekenen dat er vroeger al een regeling bestond, *quod non*.

Ik antwoord ook nog op het derde deel van uw vraag. Uit een telefonisch onderzoek door mijn diensten bij de politiediensten van de gemeenten met meer dan 100 000 inwoners - uitgezonderd de toeristische gemeenten of de badplaatsen - blijkt dat de nachtwinkels vooral een stedelijk fenomeen zijn. Men vindt ze vooral terug in Brussel, Antwerpen, Luik, Gent, Bergen en in iets mindere mate in Charleroi. Het assortiment behoort tot de categorie algemene voedingswaren, zoals ook is omschreven in het ontwerp. De oppervlakte van een nachtwinkel is beperkt: gemiddeld 42 vierkante meter. Dat is zeer klein en dat vormt dus geen probleem.

Gelet op de gegevens en de argumenten die ik u heb gegeven, meen ik te mogen besluiten dat de vrees voor banenverlies grotendeels ongegrond is. In die zin zijn de resultaten voor mij ook een geruststelling.

De voorzitter: De heer Marc van den Abeelen heeft het woord.

De heer Marc van den Abeelen (VLD): Mijnheer de minister, ik moet u bedanken voor uw zeer uitvoerige antwoord en vooral voor het feit dat u woord hebt gehouden. U had immers een enquête beloofd en die is er gekomen. Ik heb daarnet in een andere commissie een antwoord gekregen over iets dat twee jaar geleden door de premier was beloofd en nog altijd niet is gebeurd.

Minister Pinxten: Daarom is hij precies premier.

De heer Marc van den Abeelen (VLD): Ik was dus verwonderd toen ik dat bericht in de krant las. Daarom relativeerde ik het ook. Het probleem ligt, zoals u zegt, inderdaad bij de petroleummaatschappijen. Die persen de mensen in zekere mate uit, waardoor die laatsten een uitweg zoeken in een shop. Het probleem is dat die benzinestations met shops meestal gelegen zijn op wegen die naar autosnelwegen leiden. Vaak zien die mensen dan dat de grote stations langs de autosnelwegen de hele nacht open blijven, terwijl zijzelf dat niet mogen. Het gaat inderdaad om zeer mondige mensen. Die mensen uit Limburg zijn zelfs tot bij mij geweest, weliswaar omringd door een aantal mensen uit het Antwerpse. Ik had ook wel door dat het niet ging om "tientallen", hoewel ze beweren dat ze de hele sector vertegenwoordigen. Toch hebben ze me het probleem uitgelegd en het blijkt te

kloppen. Ik dank u voor uw antwoord. Toch blijf ik erbij dat er in het algemeen meer zou moeten worden geliberaliseerd, niet alleen bij de pompstations en nachtwinkels.

De **voorzitter** : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Regeling van de werkzaamheden

Ordre des travaux

De **voorzitter** : Aangezien de mondelinge vragen nrs. 2192 en 2193 van de heer Bart Laeremans over hetzelfde onderwerp handelen, stel ik voor ze samen te voegen. (*Instemming*)

Samengevoegde mondelinge vragen van :

- de heer Bart Laeremans aan de minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen over "de overtreding van de taalwetgeving door verscheidene met een openbare functie belaste landbouworganisaties" (nr. 2192)

- de heer Bart Laeremans aan de minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen over "de overtreding van de taalwetgeving door de buitendienst van het Bestuur voor het Landbouwproductiebeheer in Malmédy" (nr. 2193)

Questions orales jointes de :

- M. Bart Laeremans au ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sur "les infractions aux lois linguistiques commises par différents organismes agricoles chargés d'une mission officielle" (n° 2192)

- M. Bart Laeremans au ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sur "les infractions aux lois linguistiques commises par le service externe de l'Administration de la gestion de la production agricole à Malmédy" (n° 2193)

De **voorzitter** : De heer Bart Laeremans heeft het woord.

De heer **Bart Laeremans** (VL.BLOK) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, ik wil het hier hebben over de landbouworganisaties die onder uw verantwoordelijkheid werken in het Duitse taalgebied, en meer bepaald in

de provincie Luik. Het gaat onder meer om la *Fédération de la lutte contre les maladies de bétail*. Dat is een Oost-Belgische organisatie die is gevestigd in Rocherath, en volgens de taalwetgeving uitsluitend in het Duits en met Duitstaligen zou moeten werken. In de praktijk blijkt dat de briefwisseling vaak in het Frans gebeurt: overschrijvingsformulieren zijn zelfs eentalig in het Frans opgesteld.

Een andere gewestelijke dienst die volgens de taalwetgeving uitsluitend in het Duits met Duitstaligen moet werken, is de APEDB. In de praktijk blijkt dat de briefomslagen van die instelling eentalig Frans zijn. De derde dienst is de Dienst voor Veterinaire Keuring van het ministerie van Landbouw van Malmédy. Die dienst is bevoegd voor de werking in Eupen, Malmédy en Sankt-Vith. Deze dienst gebruikt echter Franstalige briefhoofden en enveloppen met tweetalige teksten, in het Duits en het Frans. Over dit alles hebben onder meer Duitstalige boeren klachten ingediend bij de Vaste Commissie voor Taaltoezicht. De VCT heeft hen volledig in het gelijk gesteld. Die diensten hebben zich daar echter niet bij neergelegd. De advocaat van de benadeelde personen heeft over deze zaak uw kabinet aangeschreven, maar hij heeft geen antwoord ontvangen.

Mijnheer de minister, ik wil u daarover enkele concrete vragen stellen. Bent u bereid erop toe te zien dat de uitspraken van de VCT over de werking van deze diensten worden gerespecteerd? Aangezien u in kennis bent gesteld van deze problematiek, verneem ik graag of u in het verleden in dat verband reeds disciplinaire of andere maatregelen hebt genomen. Verder wil ik weten waarom uw kabinet verschillende brieven van boeren over deze aangelegenheid niet heeft beantwoord. Moeten die brieven misschien worden beantwoord door iemand van de Franse taalrol, die deze brieven zogenaamd verticaal klasseert? Overweegt de minister om op grond van de voortdurende overtreding van de taalwetgeving de erkenning van diensten als deze van Rocherath in te trekken, of daar ten minste mee te dreigen?

Is het juist dat sommige boeren weigeren facturen van de betrokken diensten te betalen omdat ze strijdig zijn met de taalwetgeving? Bent u bereid om een bemiddelende rol te spelen tussen deze boeren en deze instellingen, die hen bedreigen met het aanrekenen van aanmaningskosten en verwijlinteressen? Die boeren pleiten immers alleen maar voor de correcte toepassing van de taalwetgeving. Ten slotte

verneem ik graag of de minister bereid is om iets te doen aan de ondervertegenwoordiging van Duitstaligen in de raad van bestuur van de instelling van Rocherath.

Ik wil het nu hebben over de herstructurering van het ministerie van Landbouw zelf. Dat ministerie heeft in de provincie Luik twee buitendiensten. De buitendienst in Malmédy is bevoegd voor het Duitstalig taalgebied en voor twee andere gemeenten. Een van beide is Waimes. In die gemeente ligt tachtig percent van de landbouwgebieden in het Duitstalige taalgebied. Het was veel logischer geweest om die dienst in het Duitstalige taalgebied onder te brengen. Er zijn overigens vrijwel unanieme resoluties van de Duitstalige Gemeenschap goedgekeurd om een dienst in het leven te roepen die uitsluitend voor het gehele Duitstalige taalgebied zou bevoegd zijn. Het gaat tenslotte om 60 tot 70 000 mensen. Die resoluties zijn er gekomen op vraag van het Verbond van Duitstalige Boeren. De Duitstalige Gemeenschapsraad heeft een resolutie goedgekeurd waarin wordt gevraagd om taalhomogene bestuursdiensten op te richten.

In de praktijk zijn het de buitendiensten van uw departement die de taalwetgeving met voeten treden. Tot op heden zijn alle protesten daartegen tevergeefs geweest. Het gaat dus niet om faciliteiten; het gaat om een eentalig taalgebied, waarbinnen de mensen recht hebben op een correcte toepassing van de taalwetgeving. Bent u bereid om een herstructurering door te voeren, zodat er diensten totstandkomen die uitsluitend bevoegd zijn voor gemeenten in het Duitstalige gebied? Bent u bereid om een onderzoek in te stellen over de klachten, en zo nodig de nodige tuchtmaatregelen te nemen? Het gaat natuurlijk niet om levensbedreigende zaken. Maar ik wil toch herinneren aan de strijd van de Vlamingen voor de naleving van de taalwetgeving in Vlaanderen. De Duitstaligen zijn met veel minder. Ze hebben het daarom lastiger dan wij. Ik leef met hen mee en ik hoop dat u daarom op een constructieve wijze mijn vragen zult beantwoorden en het probleem zult verhelpen.

De **voorzitter** : De minister heeft het woord.

De heer **Pinxten**, minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen : Mijnheer de voorzitter, ik zal de vragen algemeen beantwoorden maar zal er eerst de derde uitpikken. De heer Laeremans zegt dat sommige brieven niet worden beantwoord. Ik ben daar nogal gevoelig voor.

Sinds 1997 heeft zich op het kabinet welgeteld één feit voorgedaan en daarop is wel degelijk een antwoord geformuleerd. Mijnheer Laeremans, mocht men u nog briefwisseling naar mij of mijn kabinet signaleren waarop niet tijdig is geantwoord, dan vraag ik u om me daaromtrent opnieuw te contacteren per brief met vermelding van de datum waarop de eerste brief werd verzonden. Ik kan u verzekeren dat zoiets een gevolg krijgt tot bij de allerlaagste ambtenaren. Ik vind het elementair dat een burger die zich tot een bestuur wendt, binnen een redelijke termijn een zo correct en volledig mogelijk antwoord ontvangt. Maar het enige middel waarover ik beschik om dit te controleren, is de ontvangst van een herinnering met melding van de datum waarop de eerste, onbeantwoorde brief tot mij werd gericht.

Ik kom tot het antwoord ten gronde. De Duitstalige landbouwers hebben contacten met een aantal openbare landbouwinstanties. U hebt ze opgesomd: La Fédération de la Lutte contre les Maladies de Bétail de l'Est de la Belgique, L'Association des Eleveurs et Détenteurs de Bétail de la province de Liège, en het Instituut voor Veterinaire Keuring van de kantons Eupen, Malmédy en Sankt-Vith. Volgens de wet van 18 juli 1966 moeten de betrekkingen met een particulier die in een gemeente in het Duitse taalgebied woont, in het Duits verlopen, voor zoveel deze zich niet in het Frans tot die dienst heeft gewend. Er zijn dus twee mogelijkheden: gebruikt de vraagsteller het Frans, dan moet het antwoord in het Frans zijn opgesteld; gebruikt hij het Duits, dan moet het antwoord ook in het Duits.

Zoals u weet, omvat het Duitse taalgebied 25 gemeenten. In het algemeen kan de vorming van taalhomogene diensten niet zomaar worden doorgevoerd. Er moet immers een kader worden gecreëerd en worden voorzien in de nodige begrotingsmiddelen. Daarvoor heb ik het akkoord nodig van de ministers van Ambtenarenzaken en Begroting. Het probleem is dus ruimer.

Het provinciaal bureau van Malmédy ligt geografisch centraal. Eupen ligt 25 kilometer meer naar het noorden, terwijl Sankt-Vith 20 kilometer bezuiden dat kantoor ligt. De meeste landbouwers willen dit centrale kantoor behouden. Alle functionarissen op één uitzondering na, die momenteel overigens een cursus Duits volgt op een avondschoon, beheersen er de Duitse taal. De formulieren zijn opgesteld in het Duits, evenals de briefwisseling. De briefwisseling die uitgaat van het hoofdbestuur in Brussel, wordt vertaald door het provinciaal bureau van Malmédy. Natuurlijk is het menselijk dat al eens een vergissing gebeurt. Hoe dan ook zal ik de verschillende vragen verder onderzoeken, evenals het advies van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht. Ik zal tevens de erkende verenigingen verzoeken om al de rechten van de Duitstaligen onverkort te respecteren, maar verwacht van u bijkomende schriftelijke informatie die precies weergeeft waarop uw vraag is gebaseerd.

De voorzitter: De heer Bart Laeremans heeft het woord.

De heer Bart Laeremans (VL.BLOK): Mijnheer de voorzitter, ik ben enigszins verbaasd door het antwoord van

minister Pinxten. De vragen waren toch vrij volledig, mijnheer de minister. Het advies is eveneens bekend. Er is al heel wat briefwisseling over gevoerd. Maar misschien hebt u nog niet de tijd gehad om deze zaak grondiger te bestuderen. Ik ben bereid u grondige informatie te verlenen omtrent de concrete briefwisseling. Het advies zal u wellicht zelf kunnen opvragen, maar misschien kent u de juiste referenties niet. Daarom zal ik ook dat aan u overmaken. Ik hoop dat u, desnoods tijdens de afhandeling van de lopende zaken, uw belofte nakomt en het nodige onderzoek aan deze zaak wijdt en eventueel maatregelen neemt.

Minister Pinxten: Mijnheer Laeremans, aangezien de regering haar ontslag niet indient, zal ik nog perfect de tijd hebben om op uw vragen in te gaan vóór de afhandeling van de lopende zaken.

De voorzitter: Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

- *La réunion publique de commission est levée à 11.28 heures.*

- *De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.28 uur.*